



Discours du 4 avril 2008 : naissance de la DGFP, toutes les raisons d'agir !

Annoncée pour début avril, la création de la nouvelle direction issue de la fusion des directions de la DGCP et de la DGI est désormais effective et son patron connu, puisque c'est en effet Philippe Parini, déjà coordonnateur de la réforme qui a été nommé à ce poste. Si ces annonces n'ont rien de surprenant puisqu'elles ne sont que la suite logique de la réforme voulue par le gouvernement, il faut revenir sur le contexte dans lequel elles ont été communiquées. C'est en effet, dans le cadre du grand raout médiatique de la Revue Générale des Politiques Publiques, que le Président de la République a tenu à les faire.

Pourquoi ? Tout simplement parce que la fusion DGI/DGCP est exemplaire ! C'est bien là d'ailleurs le seul point d'accord entre le gouvernement et la CGT ! Car, pour le reste, c'est bien un abyme qui sépare les annonces et discours présidentiels de la réalité des actes gouvernementaux.

Ainsi, selon le président, la fusion serait un exemple du point de vue de la méthode et du savoir-faire pour assurer sa mise en œuvre. Comment partager ce constat alors même que dans les faits, aucune négociation n'a eu lieu sur le projet ? Comment partager ce constat alors que, pour ne prendre que cet exemple, c'est le plus grand flou qui accompagne le sort des agents de la direction centrale qui sont d'ores et déjà matériellement concernés par la fusion ? Non, la fusion ne peut être érigée en modèle du dialogue social !

De même, alors que la fusion, premier grand chantier de la RGPP, est présentée comme une réorganisation de services, c'est bien l'emploi public qui est visé par ces réformes. Le discours du président est à ce titre symptomatique. En effet, alors que celui-ci est intitulé modernisation des Politiques Publiques et Réforme de l'Etat, que la RGPP est actuellement constituée de 250 mesures, que le discours tient sur 4 pages et demi, quasiment la moitié est consacrée à la suppression des emplois de fonctionnaires.

Le ministre avouait que ce n'est pas 1 fonctionnaire sur 2 qui n'était pas remplacé à la DGI et à la DGCP mais 60% ; nul doute qu'une nouvelle fois notre ministre se montrera exemplaire en la matière. D'autant que parallèlement, il prépare une refonte du statut conduisant à une explosion des garanties collectives des fonctionnaires, afin de faciliter ces suppressions d'emplois.

Au cœur de la création de la DGFP, les exemples du dialogue social et de la suppression d'emploi sont autant d'illustration de la politique régressive menée par ce gouvernement. Les discours rassurants de notre ministre, oubliant volontairement le contexte politique général, apparaissent encore plus clairement comme ce qu'ils sont : des opérations de communication.

La DGFP n'est pas simplement au cœur de la réforme de l'état : elle est le modèle type qu'il faut suivre ! La nomination de M. Parini, ancien secrétaire général du ministre Sarkozy, va en ce sens puisque nul doute qu'il saura se montrer plus que bon élève aux yeux du président et que ce sont les usagers et agents qui en subiront les conséquences.

Cette situation confirme largement les analyses développées par la CGT depuis l'annonce du projet de fusion et conduit les syndicats CGT des impôts et du trésor à réaffirmer qu'il faut poursuivre l'action sous toutes ses formes et continuer le débat avec les personnels et les autres organisations syndicales pour développer la mobilisation.

Le SNADGI-CGT et le SNT-CGT appellent les personnels à :

- ✓ **s'adresser aux élus, aux usagers et aux médias pour dénoncer la nocivité des projets du gouvernement ;**
- ✓ **se saisir de toutes les occasions (Journées Portes Ouvertes, visite des directeurs généraux et des ministres, interpellation des DSF et TPG, opération de communication lors de la mise en place de la nouvelle direction générale...) pour porter les revendications et exiger l'ouverture de véritables négociations ;**
- ✓ **envisager d'ores et déjà de durcir l'action au moment du lancement de la campagne d'impôt sur le revenu.**

**POUR LE SERVICE PUBLIC,
POUR LA DÉFENSE ET
LE RENFORCEMENT DE NOTRE
STATUT, IL FAUT SE BATTRE !**